

## **Introduction** **par Philippe Régnier**

À Genève en 1867, au milieu des républicains, des francs-maçons, des néo-kantiens, des garibaldiens, des bakouniniens et des marxistes composant le congrès de la Paix et de la Liberté, l'un des principaux organisateurs, Charles Lemonnier, se trouve être un... saint-simonien.

Que veut-donc dire cette étrange dénomination qui le définit et qui, par conséquent, contribue à définir aussi l'esprit du congrès?

Garibaldi connaissait bien la doctrine cosmopolitique de Saint-Simon et en avait une opinion plus que positive, lui qui y avait été initié par les saint-simoniens eux-mêmes, en mer, en 1833, lorsqu'il était le capitaine en second du bateau conduisant à Istanbul une petite troupe d'adeptes<sup>1</sup>. Mais entre temps, les anciens révolutionnaires, portant la barbe et les cheveux longs tout comme les romantiques groupés derrière Victor Hugo, avaient tous quitté la chemise rouge qu'ils arboraient alors en signe de leur mission en Orient. Ils s'étaient fondus dans la société civile, comme l'ont fait, après 1968, la plupart des anciens militants des groupes gauchistes dissous par le retour à l'ordre. Comme eux cependant, ils n'avaient pas tous tout oublié de leurs élans de jeunesse et certains, même, avaient conquis des positions sociales de premier plan en les mettant en œuvre. Tel était le cas de Lemonnier, qui, avant de se dévouer à la cause internationaliste, était devenu le juriste en chef du groupe financier dirigé par les deux frères Pereire, deux saint-simoniens eux aussi, qui, ayant réussi à construire le premier chemin de fer français pour voyageurs, avaient pu sous le Second Empire et grâce au soutien de Napoléon III, fonder, sous le nom de

---

<sup>1</sup> Voir les *Mémoires de Garibaldi* «traduits sur le manuscrit original par Alexandre Dumas», Paris 1861, réédités à Montréal par les éditions Le Joyeux Roger, et consultables en ligne au lien suivant:

[www.alexandredumasetcompagnie.com/images/1.pdf/MemoiresDeGaribaldi.PDF](http://www.alexandredumasetcompagnie.com/images/1.pdf/MemoiresDeGaribaldi.PDF) , p. 31-32.

Crédit mobilier, une banque d'un nouveau modèle, assez puissante pour conduire les opérations industrielles dont eux-mêmes et leurs amis avaient rêvé autour de 1830.

À l'occasion de la commémoration du congrès qui a popularisé le fédéralisme européen, rappeler brièvement quelles furent en leur temps les propositions théoriques et les initiatives pratiques du saint-simonisme est un préalable d'autant plus pertinent qu'en France, plusieurs politologues et commentateurs de l'actualité politique ont émis l'hypothèse selon laquelle la politique du nouveau président de la République, Emmanuel Macron, relèverait d'une inspiration saint-simonienne. Ce n'est pas seulement parce que, de longue date, son ministre de l'Intérieur, le socialiste Gérard Collomb, se réclame lui-même volontiers de Saint-Simon. C'est surtout parce que la politique de l'offre qu'Emmanuel Macron a conseillée à François Hollande durant le quinquennat précédent, sa volonté de casser les clivages partisans, son libéralisme mâtiné de foi dans le Progrès et d'idéal européen et – alpha et oméga de tous ces éléments – son culte du modèle entrepreneurial, évoquent, en effet, des leitmotivs et des valeurs ordinairement identifiés au saint-simonisme, tel que le croquent, à grands traits, les enseignements dispensés dans l'institution parisienne par où passent, presque obligatoirement, les étudiants français aspirant à la haute fonction publique: Sciences Po. A quoi s'ajoutent sans doute aussi, dans son personnage, sa réussite comme banquier d'affaires chez Rothschild et le style tout à la fois juvénile, vertical et «disruptif» de sa démarche.

Ce sont là autant d'affinités et de traits qui peuvent servir de nouvelles avancées européennes dans une conjoncture favorable. Du pragmatisme revendiqué du comparé à l'utopisme tout aussi revendiqué du comparant, il serait néanmoins excessif, comme on va voir, de pousser bien loin une comparaison et *a fortiori* une assimilation qui risqueraient d'être écrasantes pour le programme de «La République en marche».

\*\*\*

Même en n'acceptant pas pour argent comptant l'hagiographie dont l'ont entouré ses divers disciples, le personnage de Saint-Simon n'est lui-même pas dénué d'une force symbolique à la hauteur de l'originalité et de la capacité fondatrice, exceptionnelles, de sa pensée. Né sous l'Ancien Régime dans une famille de très vieille et très haute noblesse – illustrée par le duc de Saint-Simon, le mémorialiste de Louis XIV –, Claude-Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon, s'est distingué dans la guerre d'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique comme officier sous les ordres de Lafayette. Membre à ce titre de la

Society of the Cincinnati, il tire les leçons des débuts prometteurs de la jeune République américaine en se désengageant de l'armée à son retour de captivité pour s'impliquer en Espagne dans une tentative de creuser un canal de Madrid à la mer, puis, sous la Révolution, en participant activement au démembrement et à la revente des propriétés ecclésiastiques et aristocratiques confisquées comme «biens nationaux». Non sans avoir de lui-même remis son appartenance à la noblesse, l'ancien officier du roi devient l'un des spéculateurs les plus fortunés de Paris et, de négociant, se fait entrepreneur en créant une société de messageries.

C'est sous le Directoire, en 1798, qu'une brouille avec son associé le conduit à renoncer aux affaires pour consacrer toute son énergie à l'élaboration d'une encyclopédie du XIX<sup>e</sup> siècle qui succéderait à celle de d'Alembert et de Diderot pour réordonner en une seule et même science «générale» des sciences spéciales, déplore-t-il, de plus en plus éclatées. Son objectif plus lointain est, il ne s'en cache pas, de donner de nouveaux développements à la théorie du progrès ébauchée par Condorcet. La chute de Napoléon et le retour à une relative liberté qui s'ensuit à partir de 1814 lui ouvrent la possibilité de transporter ses acquis sur le terrain de la science de l'homme. Avec un jeune libéral, le futur historien Augustin Thierry, il commence par imaginer qu'au lieu de s'abandonner à la Sainte-Alliance des empereurs et des rois, la «société européenne» se réorganise autour de l'union des deux pays les plus avancés, respectivement, dans l'industrie et dans la politique: l'Angleterre et la France. Ce changement en profondeur aurait été impulsé par un Parlement européen formé de représentants 1<sup>o</sup> appartenant au grand nombre des citoyens instruits et productifs, y compris les non-possédants, 2<sup>o</sup> élus nationalement par la masse des citoyens alphabétisés 3<sup>o</sup> choisis comme étant prédisposés, de par la dimension déjà internationale de leurs activités, à s'élever au «patriotisme européen» qui devra résulter de l'institution même de ce Parlement, et déterminer ses décisions<sup>2</sup>. Loin de préfigurer, selon un préjugé tenace répandu parmi les politologues, les restrictions à la démocratie que cautionneront les *technocrates* du XX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, c'était, dans une Europe dominée par l'absolutisme, appeler à un modèle de démocratie neuf et maximal, tout proche d'être fondé sur le suffrage universel masculin, tel que, sauf erreur, aucun pays européen ne le pratiquait encore, et, réserve étant faite du silence observé sur la citoyenneté des femmes, tel aussi que l'Union européenne est aujourd'hui encore loin de le pratiquer.

---

<sup>2</sup> Voir Henri Saint-Simon, *De la réorganisation de la société européenne* (1814), in *Ceuvres complètes*, éd. par Juliette Grange et al., Presses universitaires de France (PUF), Paris 2012, pp. 1269-1271.

<sup>3</sup> Voir Brice Couturier, *Macron, un président philosophe*, éditions de l'Observatoire, Paris 2017, chap. 5 («Entre Saint-Simon et Schumpeter»), en part. p. 246 et 258-259.

Le point sur lequel Saint-Simon consomme sa rupture avec le libéralisme de ses contemporains, axé quant à lui autour des garanties constitutionnelles, de la liberté de conscience et de la liberté du commerce, est toutefois l'*industrialisme* dont il fait le centre de son système. À la manière des ruches, la société postrévolutionnaire doit selon lui achever d'éliminer ses frelons, c'est-à-dire tous ses oisifs et autres improductifs (des nobles aux rentiers en passant par les prêtres et les militaires) pour servir au mieux les intérêts de ses abeilles, c'est-à-dire de ses travailleurs de tous rangs (des capitaines d'industrie aux simples laboureurs et ouvriers de fabrique en passant par les savants et les artistes). Elle est en d'autres termes appelée à se réorganiser tout entière *pour et par* l'industrie. Encore Saint-Simon fait-il bien comprendre que la finalité d'une telle révolution en profondeur n'est pas d'accroître la richesse des seuls détenteurs des fabriques, des banques, des maisons de commerce et des terres. Ceux qu'il nomme «les industriels», en créant du même coup un néologisme dont la portée a depuis lors été énormément réduite, ce ne sont pas seulement les manufacturiers ou les financiers qui le soutiennent, comme le fabricant de châles Ternaux et le banquier Jacques Laffitte. Ce sont aussi ceux que l'on commence à désigner comme «les prolétaires». Si, au terme de sa vie, il décide de mettre l'accent sur la dimension religieuse de son projet, c'est à la fois parce qu'il l'a depuis toujours estimée indispensable pour la cohésion sociale et parce qu'il a particulièrement besoin de la référence chrétienne pour justifier la «morale» sur laquelle il fonde ce projet. Le dernier ouvrage qui lui soit attribué, le *Nouveau christianisme* (1825), découle de cette considération. Il ne s'achève pas par hasard sur une solennelle exhortation adressée aux «princes» de ce monde d'avoir à «employer toutes leurs forces à accroître le plus rapidement possible le bonheur social du pauvre»<sup>4</sup>.

\*\*\*

Un moyen rapide et sûr de savoir quelles furent, et dans quel ordre, les leçons que les saint-simoniens retinrent de Saint-Simon après sa mort, en 1825, consiste à se reporter à leurs journaux. Le tout premier, *Le Producteur*, paraît en 1825 et 1826. Il a pour sous-titre «journal philosophique de l'industrie, des sciences et des beaux-arts». Glorifiant les industriels et les inventeurs, il préconise donc avant tout l'accroissement de la production par l'utilisation croissante des machines à vapeur, des canaux, des chemins de fer et de nouveaux outils financiers (sociétés par actions, banques commanditaires, crédit en général). Les suivants, *L'Organisateur* et *Le Globe*, paraissent, l'un de 1829 à 1831, et l'autre de 1831 à 1832. Les mots d'ordre qu'ils arborent sous leurs titres sont tout à fait

---

<sup>4</sup> Henri Saint-Simon, *Du nouveau christianisme*, in *Œuvres complètes*, édition citée, p. 3226.

explicites. Ils renvoient beaucoup plus au Saint-Simon politique et religieux qu'au Saint-Simon scientifique et industriel.

Voici ceux de *L'Organisateur*:

Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, physique et intellectuel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Tous les privilèges de la naissance, sans exception, seront abolis.

À chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres.

On les retrouve tous les trois sous le titre du *Globe*, intégralement et textuellement, en 1831. Mais en 1832, il ne garde plus que le premier et le plus long, évidemment capital, écarte le second, probablement jugé trop révolutionnaire dans le ton, modifie le troisième dans un sens plus attentif aux différences individuelles, et en rajoute trois nouveaux, féministes et pacifistes, dont la modernité est peut-être plus frappante encore. Sauf la symbolique du graphisme, qui ne peut pas être reproduit ici, le saint-simonisme se redéfinit alors dans le résumé suivant:

Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, physique et intellectuel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

À chacun selon sa vocation. À chacun selon ses œuvres.

Appel aux femmes.

Organisation pacifique des travailleurs.

Association universelle.

Ce que cette évolution indique sans l'expliciter n'est autre que la fracture en train de s'approfondir à l'intérieur du mouvement saint-simonien entre d'une part, les plus déterminés à obtenir la réduction des inégalités sociales dites «héréditaires» ou «de naissance», et, d'autre part, ceux qui misent davantage sur un accroissement général des richesses, en escomptant que les pauvres en bénéficieront eux aussi. Le débat, mille fois resurgi depuis lors, est, il va sans dire, universel et toujours actuel. Son expression la plus courante passe par une comparaison et une question triviale : vaut-il mieux partager le gâteau de manière rigoureusement équitable, ou faire en sorte que le gâteau soit plus grand, et les parts en proportion? Ce problème à solutions multiples n'a pas manqué de revenir récemment en France sous les espèces de l'adhésion à la théorie du *ruissellement* qui a été prêtée à Emmanuel Macron. Le président de la République française a pour sa part préféré contourner la question de la justice sociale et illustrer sa politique économique par une image empruntée à l'alpinisme: les entrepreneurs auraient une responsabilité équivalente à celle des *premiers de cordée* qui entraînent et assurent leurs équipiers. Sous-entendu: une telle fonction mérite d'être récompensée par davantage de part à la gloire et aux retours financiers.

Chez les saint-simoniens, ce débat est allé, il convient de le rappeler ici, jusqu'à provoquer un schisme délétère, surdéterminé par des dissensions plus vives encore entre tenants de la morale sexuelle traditionnelle et apologistes d'une libération des mœurs par l'autorisation du divorce et une plus grande tolérance à l'égard des tempéraments amoureux volages. De novembre à décembre 1831, les militants se rangent soit du côté de Saint-Amand Bazard, suivi par la sensibilité républicaine, sociale et moralement conservatrice, soit du côté de Prosper Enfantin, adulé par une minorité «en même temps» (expression macronienne) désireuse de plus de liberté morale et déterminée à rechercher avec les banques et avec le pouvoir politique les chemins d'une entente constructive sur la «politique industrielle» et la «politique européenne» à promouvoir<sup>5</sup>.

C'est ainsi que dans *Le Globe* de 1832, l'un des «enfantinistes», l'ingénieur polytechnicien Henri Fournel, appelle le tout récent et très libéral roi Louis-Philippe à se muer en une sorte de «Napoléon pacifique» en adoptant le texte d'une «ordonnance» qu'il lui soumet publiquement pour enclencher toute une série de grands travaux publics: restructuration de l'urbanisme parisien par l'adduction de l'eau courante, le percement de grandes rues assainissant les quartiers populaires et l'aménagement de grands marchés pour l'approvisionnement; construction de chemins de fer du Havre à Marseille et de Nantes à Strasbourg; vastes défrichements dans les territoires arriérés de l'Ouest et replantations de forêts dans l'Est et le Sud-Ouest; accélération du creusement des canaux en chantier ou en projet dans le Centre et l'Ouest<sup>6</sup>. Ce sur quoi le directeur du journal, Michel Chevalier, lui aussi enfantiniste et polytechnicien, renchérit peu après en proposant pour sa part l'utopie d'un «système de la Méditerranée» destiné à réconcilier l'Occident chrétien et l'Orient musulman par la création d'un vaste réseau de moyens de transport et de flux financiers reliant, *via* la France transformée en une sorte de plaque tournante, les pays du Nord de l'Europe, en particulier l'industrielle Angleterre, aux rives les plus en retard du Sud de la Méditerranée, notamment à la Turquie ottomane et à l'Égypte. Deux des projets phares de ce programme à vrai dire euro-méditerranéen ne sont autres que la construction d'une ligne ferroviaire du Havre à Marseille via Paris et Lyon, et, à l'échelle mondiale, le

---

<sup>5</sup> Voir [Michel Chevalier, Charles Duveyrier, Stéphane Flach et Henri Fournel], *Politique industrielle et système de la Méditerranée*, Paris, juin 1832, téléchargeable sur le site de la Bibliothèque nationale de France (BnF) au lien suivant: <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k85502w>; et [Michel Chevalier], *Politique européenne. Articles extraits du Globe*, Paris 1831, téléchargeable sur le site Archives. Org au lien suivant: <https://archive.org/details/religionsaintsi00chevgoog>.

<sup>6</sup> Voir «Au roi, 13 avril 1832», in Michel Chevalier, Charles Duveyrier, Stéphane Flach et Henri Fournel, *Politique industrielle...*, cit., p. 81.

percement des isthmes de Suez et de Panama pour faciliter l'accès de l'Europe à l'Extrême-Orient<sup>7</sup>.

Dans le même temps, les saint-simoniens de tendance républicaine et sociale s'efforcent, malgré les limites du régime censitaire, de prendre pied dans le système politique représentatif en tentant leur chance à toute les élections législatives à leur portée, en acquérant ou en créant des médias capables de porter leurs idées dans les classes moyennes et populaires. Parmi eux, un militant bien introduit auprès des avocats, Hippolyte Carnot, le fils de l'un des grands hommes de la Révolution française, Lazare Carnot, se spécialise, avec Jean Reynaud, dans l'élaboration d'une politique d'instruction publique laïque, gratuite et obligatoire, pour les filles comme pour les garçons. Ministre de l'Instruction publique, en 1848, dans le gouvernement provisoire de la Seconde République, il en profite pour jeter les bases de la politique scolaire qui sera, à partir des années 1880, celle de la Troisième République. Plus à gauche, le philosophe Pierre Leroux n'est pas que le mentor bien connu comme tel d'une femme célèbre, George Sand. S'étant emparé du mot de «socialisme», il le défend comme député à la tribune des assemblées nationales de 1848 et, tout au long de sa carrière d'essayiste et de journaliste, apporte des contributions décisives à la conceptualisation des idées qui formeront le socle commun des divers courants du mouvement socialiste de la fin du siècle.

\*\*\*

Revenons cependant à 1867, l'année du congrès.

Peut-être est-il désormais moins difficile de comprendre pourquoi, cette année-là comme les précédentes, les anciens saint-simoniens se trouvent divisés par leurs vifs désaccords politiques et moraux tout en restant, en profondeur, unis par leur expérience militante, leurs thématiques et leurs problématiques communes.

Du côté droit de la diaspora, Michel Chevalier est au maximum de son influence. Auréolé de la gloire d'avoir inspiré et négocié en 1860 le traité de libre-échange avec l'Angleterre, il est fondé à y voir une pièce majeure de son propre système euro-méditerranéen. Mais l'observation vaut aussi pour le réseau ferroviaire rêvé en 1832, qui a entre temps été achevé par l'unification de la ligne Paris-Lyon-Méditerranée sous la direction de Paulin Talabot, un quasi-saint-simonien qui s'est assuré pour ce faire la collaboration de Prosper Enfantin lui-même. Pour s'être trop engagés dans l'urbanisme de Marseille, dans les quartiers avoisinant le port moderne aménagé par Talabot, les Pereire certes essuient la déconfiture de leur Crédit mobilier. Mais ils n'en conservent

---

<sup>7</sup> Même référence que *supra*, note 5.

pas moins la maîtrise de leur propre compagnie ferroviaire, celle qui, dans le Midi, gère le canal des Deux-Mers, tandis que les bateaux à vapeur de leur Compagnie générale transatlantique sillonnent les mers et qu'un ex-associé infidèle d'Enfantin, Ferdinand de Lesseps creuse le canal de Suez. Abstraction faite des solides rancœurs personnelles que Chevalier et les Pereire conservent envers la mémoire d'Enfantin, mort en 1864, les ex-enfantinistes, en somme, mettent ainsi en application leur programme de 1832, plagié et récupéré par Napoléon III depuis son fameux discours fondateur prononcé à Bordeaux le 9 octobre 1852, deux mois à peine avant son coup d'État, sur le thème paradoxal de «L'Empire, c'est la paix!»<sup>8</sup>. Aussi bien les deux plus récents biographes du souverain osent-ils le présenter comme un saint-simonien<sup>9</sup>, non sans faire bon marché, peut-on objecter, de son retour atavique au bellicisme.

Dans la même période, la gauche du mouvement traverse, elle, des années moins fastes au sein de l'opposition. Pour ne parler que de ces deux figures de proue, tandis que, en proie à la misère après de longues années d'exil, Pierre Leroux est réduit à l'impuissance, Hippolyte Carnot, s'étant résigné à prêter serment au Second Empire, est l'un des rares députés à représenter au Corps législatif l'opinion républicaine interdite.

La position de Charles Lemonnier n'en est que plus intéressante à observer. D'un côté en effet, dans la mesure où il a été un proche collaborateur des Pereire, sa place aurait pu se trouver aux côtés de Michel Chevalier, de François Arlès-Dufour et de Frédéric Passy, dans la Ligue de la paix fondée à Paris par ces derniers dans un esprit de neutralité, pour le moins, envers le régime bonapartiste. Mais d'un autre côté, le fait est que Lemonnier a été, de 1854 à 1858, l'un des principaux animateurs de la très abstraite mais très oppositionnelle *Revue philosophique et religieuse*; qu'il a ensuite persisté à se réclamer du saint-simonisme originel, celui de Saint-Simon, en rééditant ses œuvres, en 1859, à Bruxelles; et enfin qu'autour de 1867, il est avec son ami Émile Acolas l'un des deux rédacteurs habituels du journal d'opposition républicaine nantais *Le Phare de la Loire*, qui est le principal support de leurs prises de position pacifistes<sup>10</sup>.

En d'autres termes, l'engagement de Lemonnier dans la Ligue de la paix et de la liberté confirme la fermeté de son choix républicain. Il n'est d'ailleurs pas

---

<sup>8</sup> Voir *Discours prononcé par le prince Louis-Napoléon à Bordeaux le 9 octobre 1852*, Troyes, Bouquot, 1 feuille. Document publié sous forme d'affiche, consultable sur le site Gallica au lien suivant: <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b53019212p>

<sup>9</sup> Jean Sagnes, *Napoléon III: le parcours d'un saint-simonien*, Editions Singulières, Sète, 2008, p. 607; Éric Anceau, *Napoléon III. Un Saint-Simon à cheval*, Tallandier, Paris, p. 750.

<sup>10</sup> Voir Michel Aussel, *Le docteur Ange Guépin: Nantes, du Saint-Simonisme à la République*, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 286.

le seul ancien saint-simonien à lier ses opinions républicaines à un tel parti pris européiste, puisque, dans les documents du congrès, apparaissent ici et là les noms de Bordillon, de Léon Brothier, d'Hippolyte Carnot, d'Ange Guépin ou encore d'Alexandre Massol, devenu l'un des hauts dirigeants de la maçonnerie<sup>11</sup>.

\*\*\*

Peut-on, pour autant, au vu des transformations matérielles qu'il a opérées, ne point prendre en compte l'européisme pratique mais teinté de bonapartisme qui est celui de la branche enfantiniste du saint-simonisme, incarnée par Chevalier et l'intime d'Enfantin, l'industriel lyonnais Arlès-Dufour?

Plutôt que dans un choix exclusif en faveur de l'une de ces deux versions du saint-simonisme, il se pourrait donc bien qu'à l'instar de la posture «et de droite et de gauche» de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron, ce soit dans leur double et complémentaire héritage qu'il faille chercher des ressources pour poursuivre la construction européenne.

---

<sup>11</sup> Voir les *Annales du Congrès de Genève (9-12 septembre 1867)* [...] publié sous les auspices du comité central permanent de la ligue internationale de la paix et de la liberté et par les soins du comité de Genève, Vérésoff et Garrigues, Genève 1868, *passim*.